

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
23 janvier 2004  
Français  
Original: anglais

**Assemblée générale**  
**Cinquante-huitième session**  
Point 156 de l'ordre du jour  
**Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité**  
**Cinquante-neuvième année**

**Lettres identiques datées du 22 janvier 2004, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent du Soudan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Suite à nos lettres datées du 4 janvier et du 8 janvier 2004 concernant le fait que l'Érythrée encourage, appuie, abrite et entraîne des groupes hors-la-loi en vue de déstabiliser le Soudan et de saboter le processus de paix en cours, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un article publié le 16 janvier 2004 par le Réseau régional intégré d'information, qui signale que les groupes hors-la-loi de la région de Darfour (ouest du Soudan) ont conclu une alliance avec les groupes hors-la-loi de l'est (Congrès de Beija), comme nous l'avons déjà indiqué dans notre lettre du 8 janvier, mentionnée ci-dessus (voir annexe).

Alors que je vous présente ces éléments qui prouvent l'appui flagrant de l'Érythrée à des groupes terroristes, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 156 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Elfatih Erwa



**Annexe aux lettres identiques datées du 22 janvier 2004,  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent du Soudan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Soudan : les rebelles de l'ouest et de l'est concluent une alliance**

**Nairobi, le 16 janvier 2004 (Réseau régional intégré d'information)**

Un mouvement rebelle de la région de Darfour (ouest du Soudan), l'Armée populaire de libération du Soudan, a conclu cette semaine une alliance avec un groupe de rebelles de l'est, le Congrès de Beija.

Selon les propos rapportés par le Réseau régional intégré d'information, Ali al-Safi, membre du Comité central du Congrès de Beija, a déclaré depuis Asmara que les deux parties avaient fait savoir, dans une déclaration commune signée mardi, qu'elles « continueraient ensemble la lutte tant qu'elle n'auront pas mis un terme à la marginalisation et éradiqué la pauvreté, l'ignorance et l'arriération », ajoutant que « les deux parties poursuivront la lutte avec tous les moyens disponibles et en étroite collaboration ».

« La situation était calme (à l'est) parce que la population espérait être invitée à participer aux pourparlers de paix de Naivasha (Kenya). Le calme ne régnera plus désormais. On peut s'attendre à une intensification des combats à l'est, parce que le Gouvernement recherche une solution partielle (aux problèmes du Soudan) avec le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/A). »

Le Congrès de Beija a fait campagne, sans succès, pour prendre part aux négociations qui ont eu lieu au Kenya entre le Gouvernement et le SPLM/A et qui devraient aboutir à un accord de paix dans le courant du mois. Peu après le rejet d'une proposition relative aux accords de sécurité que les deux parties avaient signée en octobre 2003, les petits accrochages ont repris, à l'est, après une trêve de plusieurs mois.

« Nous pensons que la communauté internationale n'intervient pas tant qu'il n'y a pas de lourdes pertes de vies humaines, comme ce fut le cas dans le sud du Soudan avec 2 millions de morts. C'est peut-être le prix que d'autres groupes doivent payer pour attirer son attention », a ajouté al-Safi.

Selon lui, les injustices qui ont poussé les rebelles de l'ouest, l'Armée populaire de libération du Soudan, à recourir à la lutte armée sont essentiellement les mêmes qu'à l'est; les deux parties soumettront donc dorénavant leurs doléances de concert, en présentant un front uni.

Les deux groupes rebelles disent se battre pour obtenir le pouvoir économique et politique dans un Soudan fédéralisé.

Un membre de l'Armée populaire de libération du Soudan à Darfour, Adam Ali Shogar, a confirmé l'existence d'un accord, déclarant que les deux groupes « s'associaient dans la lutte contre le Gouvernement » et qu'ils voulaient tous deux « la paix et l'égalité au Soudan ».

Les questions qui les préoccupent touchent le Soudan tout entier et ils se battront ensemble si aucun règlement n'est trouvé.

Les 2,2 millions de Beija de l'est du Soudan ont été délaissés par les gouvernements centraux qui se sont succédé au pouvoir depuis des décennies, qui les ont ainsi exposés à la malnutrition, à la famine et à la maladie.

La branche politique du Congrès de Beija avait été fondée dans les années 60 pour se plaindre de la marginalisation de la région; frustrée par l'absence de progrès, elle s'était lancée dans la lutte armée dans les années 90.

Selon le groupe de réflexion International Crisis Group, la frustration des Beija a atteint de nouveaux sommets dans les années 90 lorsque Khartoum a fait une « promotion agressive » de sa vision de l'islam dans la région en lançant des attaques militaires contre les mosquées et les écoles religieuses beija, adeptes d'une forme plus tolérante de l'islam soufiste. Khartoum a également offert à des partisans du Gouvernement et à des investisseurs des États arabes du Golfe une partie des terres les plus fertiles, situées le long du Gash.

Après avoir rejoint en 1995 le groupe d'opposition Rassemblement national démocratique (RND), des centaines de Beija ont été envoyés dans des camps d'entraînement en Érythrée. Avec d'autres groupes armés du RND, ils avaient lancé des opérations tous azimuts sur le front est dès 1997.

Selon l'International Crisis Group, ils représentent actuellement quelques centaines de combattants.

---